

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers	
• en exercice	7
• présents	6
• votants	6
• absents	1
• exclus	0

De la commune de Gouy les Groseillers

Séance du 29 janvier 2021 à 18 heures 00

Date de convocation :  
20 janvier 2021

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de :

Date d'affichage :  
20 janvier 2021

Objet  
Délibération projet  
« Eoliennes  
Monsures »  
2021\_5

M. VENTRE Luc

Étaient présents :

Sabine LE MOULLEC, Elisabeth ROUTIER, Luc VENTRE, Robin VENTRE, Laura ROUTIER, Benoît MINART.

Absent excusé : Jean-pierre COPPENOLLE

Secrétaire de séance :

Mme LE MOULLEC Sabine

Monsieur le Maire rappelle aux conseillers municipaux, réunis en séance dûment convoquée, qu'il a reçu par courrier recommandé tous les éléments présentant en détail le projet de création d'un nouveau parc éolien à Monsures.

Une note de synthèse présentant le projet était jointe à la convocation du conseil municipal afin que chacun ait le temps de bien mesurer l'impact que peut avoir ce projet sur la vie de la commune.

Pendant la séance Monsieur le Maire rappelle également les faits suivants :

- A ce jour notre Communauté de Communes (la CCOP) est particulièrement pourvue en éoliennes puisqu'elle représente 23 % de l'énergie produite dans l'Oise alors que nous ne représentons que 5 % de la consommation électrique du département. La CCOP compte 291 éoliennes sur son territoire contre seulement 91 éoliennes au Plateau Picard. Les éoliennes de la CCOP couvrent 48 % de la consommation énergétique de notre Communauté de Communes contre seulement 10 % dans l'Oise.

C'est pour cette raison que devant la multiplicité des parcs existants et des projets déjà accordés, le Conseil Communautaire, lors de sa séance du 18 janvier 2021 a adopté par 50 voix pour et 8 abstentions une « **motion contre un développement des éoliennes** », motion lue en séance par Monsieur le Maire. Ainsi, 51 nouvelles éoliennes sont prévues dans les communes de la CCOP (Cormeilles, Domeliers, Saint-

André-Farivillers, Bonneuil-les-Eaux, Fléchy, Croissy-sur-Celle, Blancfossé, Villers-Vicomte, Viefvillers, Froissy, Noirémont, Noyers-saint-Martin, Bucamps, Le Quesnel-Aubry, Montreuil-sur-Brèche, Rocquencourt, Sérévillers). Sur le tiers est du territoire de la CCOP, on assiste à un mitage en règle du territoire avec 19 mats en instruction et 20 déjà existants.

- La DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) des Hauts de France a établi une « **Carte des communes sensibles au risque de saturation éolien au 01/01/2020** ». Cette dernière, également présentée en séance, indique que la commune de Gouy les Groseillers fait partie des zones saturées par les éoliennes.
- De plus en plus de voix citoyennes se font entendre contre le développement anarchique des éoliennes sur notre territoire.
- D'un point de vue économique, les habitants des communes limitrophes aux communes disposant de champs éoliens subissent les conséquences négatives des éoliennes sans en avoir des bénéfices financiers.
- Un autre projet de parc éolien situé entre Fléchy et Bonneuil dans l'Oise mais limitrophe de la commune de Gouy les Groseillers doit être débattu en conseil municipal et finira donc l'encerclement de notre commune par des parcs éoliens.
- Le Sénat s'est saisi de la problématique de la saturation éolienne de nos territoires ruraux, en déposant un projet de loi présenté par Edouard Courtial, sénateur de l'Oise. Ce projet de loi a pour objet de renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres et propose que le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale soit interdit si le conseil municipal vote une délibération motivée contre le projet d'implantation d'éoliennes sur son territoire. Le conseil municipal pourrait également décider de soumettre le projet éolien à un référendum local.

**Considérant également :**

- Que le projet « Eoliennes Monsures » ne présente aucune garantie quant à la recyclabilité de la totalité des éoliennes en fin de vie : le béton sera-t-il totalement enlevé, les pales seront-elles à 100 % recyclées ou tout simplement enfouies, les surfaces impactées seront-elles totalement rendues au monde agricole lors du démantèlement ?
- Que la structure juridique du porteur de projet ne garantit aucunement que cette société aura les moyens financiers d'assurer le démantèlement tel que l'y oblige la législation. En effet, les 50 000 € de garantie risquent d'être très insuffisants dans 15 ou 20 ans (les communes et/ou les propriétaires des terrains devant alors prendre à leur charge ces coûts en cas de défaillance de la société).
- Que le remplacement, à terme, des éoliennes qui seraient

installées pourraient être remplacées par des éoliennes plus puissantes car plus hautes avec donc une pollution visuelle plus importante sans obligatoirement une enquête publique. Suivant l'« **Instruction du Gouvernement du 11 juillet 2018 relative à l'appréciation des projets de renouvellement des parcs éoliens terrestres** », une nouvelle procédure contradictoire serait nécessaire si il y a augmentation du nombre de mats ou modification substantielle apportée par le projet de remplacement des éoliennes existantes par de nouvelles, le caractère substantiel sans être clairement défini dans l'instruction) étant de la seule appréciation du préfet.

- Que les éoliennes seraient installées à moins de 1500 m des premières habitations de Monsures, distance préconisée par l'académie de Médecine
- Que les éoliennes seraient installées dans une zone "favorable sous condition"
- Que ce nouveau champ éolien ne fera qu'augmenter les pollutions visuelle et sonore que nous subissons de jour comme de nuit. Or, dans le même temps notre territoire fier de son riche passé et de la beauté de ses paysages recherche un label « Pays d'Art et d'Histoire » pour couronner les efforts de nos élus depuis les 30 dernières années, efforts pour sauvegarder le patrimoine de nos communes.
- Que la multiplication de ces mats éoliens en dénaturant nos paysages ruraux vont faire baisser le prix de nos habitations ce qui sera une perte financière pour nos concitoyens quand ils voudront revendre leurs biens et une perte de ressources pour la commune du fait de la baisse des taxes sur le foncier bâti.
- Qu'il n'est pas normal que la commune ne puisse construire de nouveaux logements pour développer le village en dehors des dents creuses sous prétexte qu'il ne faut plus bétonner des terres agricoles alors que ces champs éoliens vont bétonner de grandes surfaces de terres arables avec les fondations et les chemins d'accès aux éoliennes. Notre Président, s'appuyant sur les propositions de la convention citoyenne, ne plaiderait-il pas en 2020 pour un moratoire sur la sanctuarisation des terres agricoles. "Arrêter la bétonisation, c'est un projet pour rendre notre pays plus humain, au fond plus beau", justifiait-t-il à l'époque. Tout le contraire de ces projets éoliens.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, bien que n'étant pas contre le développement de nouvelles sources d'énergie renouvelable, mais prenant en compte tous les désagréments qu'apporteraient la réalisation de ce projet « Eoliennes Monsures » :

- **Se prononce** à la majorité de 5 voix contre ce projet d'implantation et 1 abstention
- **Demande** à Madame la préfète de la Somme de prendre en compte et de respecter le choix des élus et de la population du village, qu'ils représentent, dans les décisions qu'elle prendra

concernant ce projet impactant gravement l'aménagement de  
notre territoire.


**Annule et remplace la délibération 2021\_1 visée par la préfecture  
le 03/02/2021**

Acte rendu exécutoire après le dépôt en Préfecture le 03 février 2021.

Publié ou notifié le .

Fait à Gouy les Groseillers, le 03 février 2021

Le Maire



The image shows a circular official stamp of the commune of Gouy-les-Groseillers. The stamp features a central emblem with a church and a tree, surrounded by the text "COMMUNE DE GOUY-LES-GROSEILLERS" and the number "60120". A handwritten signature in blue ink is written over the stamp and extends to the right.